

45631



NATIONS UNIES

CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL

Distr. : GENERALE

E/ECA/CM.18/5
13 février 1992

FRANCAIS
Original : ANGLAIS

COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE

Treizième réunion du Comité technique
préparatoire plénier

Addis-Abeba (Ethiopie),
10 - 16 avril 1992

COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE

Vingt-septième session de la Commission/
dix-huitième réunion de la Conférence
des ministres

Addis-Abeba (Ethiopie),
20 - 24 avril 1992

**RAPPORT INTERIMAIRE SUR L'APPLICATION ET LE SUIVI
DES STRATEGIES REGIONALES DE DEVELOPPEMENT**

I. INTRODUCTION

1. Dans le contexte de la quatrième Stratégie internationale du développement (1991-2000), les pays africains ont poursuivi l'application des stratégies régionales de développement adoptées pendant les années 80. Ce sont le Plan d'action de Lagos (PAL), l'Acte final de Lagos, le Programme d'action des Nations Unies pour le redressement économique et le développement de l'Afrique (PANUREDA) et son successeur le nouveau Programme des Nations Unies pour le développement de l'Afrique au cours des années 90, le Cadre africain de référence pour les programmes d'ajustement structurel en vue du redressement et de la transformation socio-économiques (CARPAS) et, enfin, la Charte africaine de la participation populaire au développement et à la transformation. Dans le présent document, on passe en revue les mesures qui ont été prises au cours de la période 1990-1991 pour donner suite à ces stratégies régionales de développement.

II. LA RELANCE DU PLAN D'ACTION ET DE L'ACTE FINAL DE LAGOS

2. En 1991, les chefs de secrétariat de l'OUA, de la CEA et de la BAD ont consacré deux réunions (juillet et décembre) à la coordination des efforts déployés par ces organismes pour aider les pays africains à accélérer l'exécution du Plan d'action et de l'Acte final de Lagos aux niveaux national et sous-régional.

3. Dans le cadre de l'exécution de l'Acte final de Lagos, les chefs d'Etat et de gouvernement de l'OUA, réunis à Abuja en juin 1991, ont signé le Traité portant création de la Communauté économique africaine, dont le schéma directeur pour l'intégration économique est basé dans un premier temps sur le renforcement et la coordination des activités des groupements sous-régionaux d'intégration économique, à savoir la CEDEAO, la CEEAC, la ZEP et l'UMA.

4. Dans le cadre de la redynamisation de la planification à long terme, la Conférence de Maastricht ayant réuni en juillet 1990 des représentants des Etats africains et des bailleurs de fonds internationaux a, à l'unanimité, adopté une résolution exhortant les pays africains à préparer des études prospectives nationales à long terme. Si la réalisation de ces études incombe à chaque pays africain, le PNUD, en collaboration avec la BAD, la CEA et la Banque mondiale, a été chargé de coordonner l'aide extérieure nécessaire et de définir un programme d'action propre à faciliter la réalisation des études.

5. Le projet du PNUD visant à aider les Etats africains à préparer les études prospectives a déjà été approuvé. Plusieurs gouvernements ont fait part de leur volonté d'entreprendre les études. Une première équipe d'experts a été mise en place cette année à Abidjan pour répondre à des demandes d'assistance. L'établissement d'une liaison efficace entre les activités de planification nationale et celles de la planification régionale et sectorielle est en cours. Un échange d'idées et de données d'expérience permettra une coordination efficace entre les études prospectives et les activités d'intégration régionale ou sous-régionale.

du continent; enfin, e) les créanciers devraient s'engager à annuler ou à réduire davantage la dette contractée au titre de l'APD, à prendre de nouvelles mesures d'allègement concernant la dette publique bilatérale et à encourager l'annulation ou la conversion de la dette commerciale.

10. Le système des Nations Unies a été chargé d'assurer le suivi de l'exécution du Programme international, grâce à une évaluation continue des résultats de l'Afrique dans les domaines soulignés dans le programme. L'Assemblée générale a adopté le calendrier ci-après pour le suivi du nouveau Programme : 1993 : l'Assemblée générale examinera un rapport du Secrétaire général sur l'exécution du Programme; 1995 : le Conseil économique et social évaluera l'exécution du Programme; 1996 : l'Assemblée générale procédera à un examen à mi-parcours de l'exécution du Programme; 1998 : le Conseil économique et social évaluera l'exécution du Programme; enfin, en 2000 : l'Assemblée générale procédera à l'examen et à l'évaluation finals de l'exécution du Programme.

B. Mesures prises à l'échelon sous-régional

11. En application d'une résolution adoptée par la Conférence des ministres de la CEA à sa seizième réunion tenue à Tripoli en mai 1990, le secrétariat de la CEA a organisé des séminaires sous-régionaux sur l'évaluation de l'exécution du PANUREDA, de la Charte africaine de la participation populaire et du CARPAS, pour le MULPOC de Yaoundé du 4 au 8 février 1991 et pour le MULPOC de Lusaka du 11 au 15 mars 1991. Le séminaire pour le MULPOC de Niamey était prévu pour mars 1991.

12. Le séminaire de Yaoundé a rassemblé des représentants des Etats membres du MULPOC de Yaoundé (Cameroun, Congo, Gabon, Guinée équatoriale, République centrafricaine, Sao Tomé-et-Principe et Tchad), du MULPOC de Gisenyi (Burundi, Rwanda et Zaïre) et d'institutions internationales telles que le PNUD, la FAO, le CINU, le BIT, le FNUAP, l'IFORD, la BCEAC et la CEEAC. S'agissant de l'exécution du PANUREDA, les participants ont souligné les efforts déployés par les Etats membres de la sous-région pour réformer leur appareil de planification de façon à intégrer certaines des mesures structurelles à long terme du PANUREDA, modifier en conséquence leur ordre de priorités, assurer une gestion judicieuse et plus efficace des économies nationales et établir un lien entre la politique et l'économie.

13. Le séminaire de Lusaka a rassemblé des représentants des Etats membres du MULPOC de Lusaka (Angola, Comores, Ethiopie, Kenya, Lesotho, Malawi, Mozambique, Ouganda, République-Unie de Tanzanie, Zambie et Zimbabwe) et d'institutions internationales telles que la FAO, le BIT, l'OUA, la ZEP et le PNUD.

C. Activités menées par le secrétariat de la CEA pour donner suite au PANUREDA

14. Le secrétariat de la CEA a entrepris plusieurs activités au cours de la période 1990-1991 dans le cadre de l'exécution du PANUREDA. Elles peuvent être résumées comme suit:

a) Organisation et présidence de cinq réunions de l'Equipe spéciale interinstitutions des Nations Unies sur le suivi de l'exécution du PANUREDA;

b) Organisation de la réunion d'un groupe intergouvernemental d'experts sur l'examen et l'évaluation finals de l'exécution du PANUREDA (avril 1991);

IV. LE SUIVI DU CARPAS

A. Documents publiés dans le cadre du CARPAS

16. Un document portant sur les trois orientations proposées dans le CARPAS a été publié sous le titre "Etude de quelques moyens d'intervention". Ces moyens d'intervention ont été mis au point à la demande des ministres africains des finances. Dix mille exemplaires en anglais et 6 000 exemplaires en français ont été envoyés aux gouvernements africains, aux bibliothèques du continent, aux organismes des Nations Unies et aux organisations internationales.

17. La version populaire du CARPAS a également été publiée en anglais, français et arabe en juillet 1991 et distribuée aux pays africains, aux participants de la dernière réunion du Comité technique préparatoire plénier ainsi que des différentes réunions portant sur l'ajustement structurel, à savoir la Conférence panafricaine sur l'information tenue à Lagos en 1991, la Conférence ACP/CEE, etc.

B. Réunions sur les programmes d'ajustement structurel

18. Dans le cadre de la Convention de Lomé IV, l'Assemblée parlementaire commune ACP/CEE, réunie à Kampala en février 1991, a décidé que la quinzième réunion annuelle des groupes d'intérêt économique et social des ACP et de la CEE serait consacrée à l'examen de la question intitulée "l'ajustement structurel: ses dimensions économiques, sociales et régionales et le rôle des groupes d'intérêt économique et social". Cette réunion, qui s'est tenue à Bruxelles du 2 au 4 décembre 1991, avait pour but de permettre aux groupes d'intérêt social des pays donateurs et des pays bénéficiaires d'analyser certains des effets des programmes d'ajustement structurel et de voir comment les groupes d'intérêt économique et social pourraient prendre une part plus active à leur conception et à leur exécution. Cette réunion a rassemblé plus de 200 participants venant des pays de la CEE et des pays ACP et représentant les différents groupes de travailleurs, d'employeurs et d'agriculteurs ainsi que des organisations internationales et des établissements universitaires tels que la Banque mondiale, le FMI, le BIT, la CEA, l'OUA et l'Université de Boston-Bruxelles.

19. La CEA a également pris part à la première réunion consultative de la Coalition mondiale pour l'Afrique, dont les membres sont des responsables gouvernementaux au niveau ministériel ainsi que les chefs de secrétariat ou les hauts responsables d'organismes multilatéraux, notamment de l'ONU. A cette réunion tenue à Paris les 9 et 10 septembre 1991, il a été convenu que la Coalition donnerait la priorité aux questions suivantes: administration et transition démocratique, intégration et coopération économiques régionales; relations entre la croissance démographique, le développement agricole et l'environnement; évaluation des apports de ressources en Afrique. Le groupe de travail élaborera un processus permettant aux pays intéressés et aux institutions internationales compétentes: a) d'échanger des données d'expérience dans l'élaboration, la gestion et l'évaluation des programmes de réforme économique (PAS); b) de mettre des experts africains à la disposition d'autres pays qui envisagent des programmes de réforme; et c) de mettre en valeur et d'exploiter des capacités locales dans les domaines de la gestion et des réformes économiques.

20. La CEA a continué de participer aux réunions sur les dimensions sociales de l'ajustement structurel. La cinquième réunion sur les dimensions sociales de l'ajustement structurel en Afrique subsaharienne s'est tenue à Tokyo le 25 octobre 1991 et on y a examiné le rapport d'activités et le projet de plan de travail pour l'exercice 1992, les rapports par pays et les questions d'exécution et,

l'opinion aux problèmes de l'Afrique. Ces fonds devront être décaissés de façon prudente, selon des critères ou des conditions rigoureux. Pour pouvoir bénéficier d'un appui financier, les projets doivent promouvoir le développement de l'Afrique principalement en soutenant et en renforçant les ONG africaines et en amenant l'opinion publique canadienne à comprendre et à soutenir les efforts de développement durable en Afrique subsaharienne.

25. Les ONG et les organisations communautaires se révèlent des moyens très efficaces de rassembler les villageois dans des activités de développement. L'approche adoptée a été axée sur la mise en place au niveau local d'organisations de masse chargées de faciliter l'accès aux ressources matérielles et financières nécessaires aux activités menées par les populations dans les domaines de la production, de la distribution et des services. Ainsi, des centaines d'organisations d'agriculteurs, de femmes, de jeunes et d'autres organisations bénévoles similaires ont été créées pour promouvoir la réalisation des objectifs de développement des populations. Des associations coiffant l'ensemble des organisations non gouvernementales ont été créées au Nigéria (NVDO), au Ghana, au Sénégal (CONGAD), au Kenya (KENGO) et en République-Unie de Tanzanie (TANGO). Un mouvement panafricain, à savoir le Forum des organisations bénévoles de développement en Afrique, a pour principal objectif de promouvoir la participation des populations du continent au processus de développement.

D. Au niveau des médias et des organes de communication

26. Des journalistes de haut niveau et des directeurs de journaux africains se sont réunis à Windhoek du 29 avril au 3 mai 1991 dans le cadre d'un séminaire sur la promotion d'une presse africaine indépendante et pluraliste. Ce séminaire, organisé conjointement par le Département de l'information de l'ONU et l'Unesco, a adopté la "Déclaration de Windhoek", qui demande l'arrêt du contrôle de la presse indépendante par les pouvoirs publics. L'objectif général de ce séminaire était de souligner la nécessité d'instaurer un climat politique propice au développement de la presse indépendante et d'élaborer un ensemble de projets visant à renforcer la presse indépendante et dont l'exécution concertée pourrait immédiatement commencer.

E. Au niveau des syndicats

27. En collaboration avec l'OUSA, la CEA a organisé, du 21 au 23 mars 1991, un séminaire sur le CARPAS, la participation populaire au développement et la sécurité, la stabilité, la coopération et le développement en Afrique. Ce séminaire a adopté des résolutions exhortant les syndicats africains à intégrer dans leur programme la participation des travailleurs à l'exécution des politiques, stratégies et programmes définis dans le CARPAS, la Charte africaine de la participation populaire et le document de Kampala.

F. Au niveau des organisations des femmes et des jeunes

28. La CEA a organisé à Nairobi du 22 au 25 octobre 1991 une réunion d'experts ad hoc sur l'examen des modalités de création d'une association régionale de femmes entrepreneurs. Treize experts venant du monde des affaires et de l'industrie ainsi que des femmes travaillant dans divers secteurs de développement ont participé à cette réunion à titre individuel. Ont également pris part à la réunion des observateurs d'Ethiopie, du Kenya, et du Comité interafricain sur les pratiques traditionnelles affectant la santé des femmes et des enfants.